



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 13 AVRIL 1985

N°297

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F 00

Editorial

«JUSTICE» OU REGLEMENT DE COMPTES POLITIQUES ?

La justice coloniale est-elle chargée de «rendre la justice» en Guadeloupe, ou bien est-elle chargée de règlement de comptes politiques en liaison ou non avec le gouvernement ? En tout cas, c'est la question que se posent les Guadeloupéens, devant le déroulement d'un certain nombre d'actions judiciaires dans ce pays.

La dernière en date, l'affaire Bigord, semble être la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Estimant injuste l'attitude de la justice coloniale, les travailleurs hospitaliers, collègues de Fred Bigord, ont décidé de «faire barrage aux menées judiciaires répressives de l'administration coloniale». La colère est grande au Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre, et pour l'instant on ne sait pas jusqu'où ira leur détermination.

Cela devait arriver à un moment ou un autre. Car perquisitions, gardes à vue, arrestations, procès se succèdent à un rythme rapide en Guadeloupe en ce moment.

Mais ce qui choque la population, c'est qu'apparemment, il y a procès et procès, et tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, selon que l'on soit pauvre ou riche, et même Noir ou Blanc. Ce qui choque la population, c'est de voir que les mêmes procureurs, qui recherchent l'application de la loi coloniale dans toute sa rigueur quand il s'agit de jeunes ou de travailleurs interviennent pour faire libérer les grands voleurs et malfaiteurs du monde capitaliste. Il se trouve qu'il s'agit de deux blancs très connus sur la place de Pointe-à-Pitre. Eux n'ont même pas passé huit jours en prison, que déjà la cour d'appel de Basse-Terre les faisait remettre en liberté, à la demande des procureurs. A juste titre, la population ressent cette attitude de la justice coloniale comme une insulte à son égard et comme une marque de racisme.

Il n'est donc pas étonnant qu'à Pointe-à-Pitre, à Gosier, aux Abymes, à Deshaies, des protestations commencent à se faire jour, des Comités à se créer, pour riposter à ces menées de la justice coloniale. Il n'est pas étonnant non plus devant la campagne orchestrée par le journal France-Antilles, que celui-ci suscite de plus en plus de réflexions hostiles dans la population.

Les travailleurs de l'hôpital, les jeunes de la région de Pointe-à-Pitre, sont décidés à ne pas se laisser faire, et à mettre un frein à la fureur vengeresse de certains magis-

Suite p 3

Guadeloupe

APRES LA CONFERENCE ORGANISEE PAR L' UPLG

La manifestation organisée par l'UPLG intitulée «conférence des dernières colonies françaises», s'est finalement déroulée sans incidents. Comme il l'avait promis, le gouvernement s'est contenté d'interdire l'entrée du territoire de la Guadeloupe à tous ceux qui n'étaient pas officiellement français. C'est ainsi qu'un allemand qui peut circuler librement entre l'Allemagne et la France, ne pouvait pas se rendre à Pointe-à-Pitre, pourtant territoire français. Des délégations venues des îles voisines, semble-t-il, n'ont pas pu rentrer en Guadeloupe. Mais on entendra les socialistes au gouvernement faire du blabla sur «l'ouverture vers la Caraïbe».

Cela dit, la conférence s'est déroulée tranquillement, sans grande surprise, la plupart des mouvements indépendantistes des DOM et TOM ont réaffirmé leur position indépendantiste, et ont souhaité à la fin de la conférence s'organiser pour coordonner l'action et faire une démarche auprès de l'ONU de façon que les DOM-TOM soient considérés comme des colonies.

Le succès populaire de la manifestation fut mitigé. Au point qu'il y a des contestations sur le chiffre de participants. Certains disant 1500, 2000, 3000, les organisateurs parlant de 5000. En réalité on peut estimer une participation se situant entre 2000 et 3000 personnes, ce qui apparemment n'a pas satisfait outre mesure les organisateurs qui proclamaient attendre un nombre de gens beaucoup plus important. Cer-

tains parlaient de 7000 à 10 000, ce qui évidemment aurait eu une tout autre signification dans le contexte actuel. Ces 2000 ou 3000 personnes qui étaient là, confirment pourtant, que l'UPLG reste en dehors du Parti Communiste, l'organisation anti-colonialiste la plus importante. L'objectif de l'UPLG aujourd'hui est d'acquiescer une base suffisamment large pour être en mesure de provoquer une situation qui obligera le gouvernement français à dis-

cuter avec elle. Pour l'instant, elle ne peut que prendre date, et tenter de se hisser à ce niveau au cours des années qui viennent. Mais l'UPLG n'est pas la seule force politique existant en Guadeloupe, et sans compter le Parti Communiste Guadeloupéen, il existe d'autres organisations qui tout en étant plus faibles que l'UPLG, n'en ont pas moins une existence réelle. L'UPLG elle-même n'est pas une organisation homogène. Il

Suite p. 4



Martinique

UN NOUVEAU REQUIN DANS LA PRESSE LOCALE

Depuis plusieurs mois l'annonce du lancement d'un nouveau journal aux Antilles a fait souffler aux oreilles de France-Antilles le vent de la concurrence.

Après s'être décidé à abandonner en partie les locaux insalubres de la

place Stalingrad pour installer de nouvelles rotatives à la Jambette, on a pu voir défiler un certain nombre de cadres français venus restructurer l'entreprise. Puis la couleur a fait son apparition tant sur les murs (extérieurs) de la vieille bâtisse que dans le journal lui-même.

Enfin ce fut une campagne publicitaire sans précédent, aussi bien par voie d'affiches géantes, que radiodiffusée promotionnant un concours qui débute le jour même du lancement du concurrent.

Tout cela pourquoi ? Afin de sauvegarder le pactole juteux dont Hersant a bénéficié jusqu'ici. Quant au nouveau venu «Le Quotidien Des Antilles», il s'annonce comme étant le cheval de bataille d'un groupe de capitalistes que beaucoup ont présenté...comme étant de gauche !

Mais son propriétaire lui-même, qui jouit d'une renommée «d'ami intime de Mitterrand» a tenu à préciser que ses amitiés allaient en réalité aussi bien à gauche qu'à droite. Puisqu'il a présenté le dénommé Fousse, député R.P.R. de Tahiti comme étant également un de ses intimes.

Les travailleurs et les pauvres savent donc à quoi s'en tenir.

POSITION DES CAMARADES DE BIGORD, TRAVAILLEURS DU CENTRE HOSPITALIER

Pointe-à-Pitre le 5 Avril 1985

Deux de nos camarades ont été arrêtés par la gendarmerie après perquisition à leur domicile. Il s'agit de Jean-Marie DERUSSY et Fred BIGORD. Ce sont des travailleurs de l'hôpital que beaucoup d'entre nous connaissent.

Par la suite, ils ont été entendus par le juge d'instruction TCHALIAN, puis relâchés.

Bigord avait été placé sous contrôle judiciaire et DERUSSY, mis en liberté provisoire.

Mais le procureur BEC a estimé que ce n'était pas suffisant et qu'il fallait les mettre en prison parce qu'il est persuadé, sans aucune preuve, que ce sont des «durs» capables de faire des attentats contre les blancs.

Donc, monsieur BEC a fait appel devant la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Basse-Terre.

Le jeudi 4 avril 1985, vers 18 heures, nous apprenons avec consternation que la Cour d'Appel se prononçait pour l'incarcération de notre camarade et collègue Fred BIGORD.

Le Comité de Vigilance des tra-

vailleurs de l'hôpital tient à faire remarquer que c'est le même procureur BEC et le procureur HASSEN-FRATZ qui ont obtenu la mise en liberté des gros patrons, voleurs notoires, VIVIES et AUDEBERT.

Face à cette situation le Comité de Vigilance a convoqué une réunion d'information pour prendre un certain nombre de mesures et riposter à l'arbitraire de la justice coloniale.

Concernant DERUSSY, il n'y a absolument aucun élément matériel pour l'inculper de quoi que ce soit.

Concernant BIGORD, les gendarmes prétendent avoir trouvé certains éléments soi-disant compromettants et qu'il fallait le placer en détention afin qu'il «n'exerce pas de pressions sur des complices».

Dans la situation politique actuelle de la Guadeloupe, nous ne pouvons rester sans réagir face aux menées répressives de la justice coloniale.

Lorsque des fascistes s'organisent sous le nom de FRONT NATIONAL et de GUADELOUPE 2000, lorsque des CRS se réclamant du FRONT NATIONAL, brûlent leur propre voiture pour faire croire à des attentats, lorsque des gros

patrons tont brûler leur propre entreprise impunément, nous disons qu'il ne faut plus rester les bras croisés.

Tout travailleur qui fait preuve de passivité, permet à la situation d'évoluer dans un sens contraire à nos intérêts.

Seule la détermination des travailleurs dans l'unité peut faire barrage aux menées judiciaires répressives de l'administration coloniale.

Nous appelons l'ensemble de l'administration du Centre Hospitalier à une assemblée Générale pour définir les moyens à mettre en œuvre pour empêcher que des travailleurs soient traînés devant la justice coloniale, sans motif.

Il faut faire comprendre à ces gens là que nos camarades, nos frères ne sont pas seuls en face d'eux.

NON A LA REPRESSION COLONIALE !

JODI LA SE YO - DEMEN SE NOU !

TOUS A LA REUNION MARDI 9 AVRIL 10h30 A LA CAFETERIA

LE COMITE DE VIGILANCE

DEUX TEXTES DE FRANCE-ANTILLES

DEUXIEME VERSION DE FRANCE-ANTILLES

JEUDI 14 MARS 1985 PREMIERE VERSION DE FRANCE-ANTILLES

ATTENTATS DE GOSIER Deux suspects inculpés, mais remis en liberté...

Suite aux attentats perpétrés dans la nuit de samedi à dimanche, deux suspects ont été interpellés par les gendarmes et gardés à vue jusqu'à mardi matin. Avant-hier, au terme de la garde à vue, ils ont été présentés au Parquet puis au juge d'instruction de permanence à Pointe-à-Pitre. Les deux hommes ont été inculpés puis remis en liberté.

Après les deux explosions survenues à Gosier, les gendarmes avaient établi des tentatives routières, mais ils recherchaient aussi les suspects connus de leurs services. A six heures, dimanche 10 mars, ils se présentèrent au domicile de Fréx X... 25 ans. Le jeune homme, qui gardait une série de

tracts et de prospectus très compromettants, ne les attendait pas. Les documents découverts à son domicile expliquaient notamment comment destabiliser une population, comment poser une bombe ; soit, tout ce que doit savoir un terroriste.

Quelques heures après, à Sainte-Anne, les gendarmes interpellèrent un deuxième homme, Jean-Marie X 38 ans. Chez lui, une Winchester 30/30 reposait avec un paquet de ganja. Comme quoi la passion des armes pourrait se concilier avec la recherche de paradis artificiels.

La suite des perquisitions fut plus édifiante pour les enquêteurs : une caisse de détona-

teurs vides et des fils électriques pouvant servir à l'établissement d'explosifs. Devant ce faisceau de présomptions, il aurait été surprenant que les suspects reconnaissent avoir participé au moindre attentat, et ils ont nié tout activisme avec la dernière énergie. Ce sont peut-être ces considérations qui ont poussé le juge d'instruction Roland Tchakian à les mettre en liberté, après les avoir inculpés tous les deux d'infractions à la législation sur les armes et sur les stupéfiants. De surcroît, Fred B a été inculpé de vol avec violence et de vol aggravé. Pour sa part, il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Jean Marie D est en liberté sans contrôle, dans l'attente de son jugement.

GUADELOUPE

«Patte blanche», ou la main dans le sac ?

Les problèmes de «magouilles», corruption, ont pris une telle ampleur en Guadeloupe, que même les notables démocrates de Pointe-à-Pitre commencent à trouver que ça menace la stabilité de la «démocratie française en Guadeloupe».

C'est ainsi que Louis Dessout dans un article intitulé «Patte blanche», tente de convaincre la bourgeoisie pointoise que «l'honneur et l'honnêteté» pourraient être «un bon placement».

Il écrit en effet :

«A la Guadeloupe, il nous faut construire une démocratie française basée sur l'honnêteté de nos représentants si nous voulons l'emporter sur les séparatistes, cette minorité qui veut par la violence nous imposer sa dictature et sa loi et dont les principaux alliés sont en métropole, les carriéristes de droite et de gauche (majorité de l'opinion politique française). C'est la raison pour laquelle je conservai le cap sur cette conception de la démocratie.

La sévérité de la crise exacerbant les égoïsmes et les ressentiments, il est vraisemblable qu'un drapeau français qui couvre des magouilles et des trafics d'influence ne mobilise plus personne pour sa défense.

Dans les jours prochains, il est à craindre que la confusion soit encore plus grande dans les esprits, en effet, les anciens et nouveaux scandales ébranleront, comme les secousses telluriques ressenties ces jours-ci, la crédibilité déjà fort compromise de toute notre classe politique ainsi que le civisme de nos compatriotes.

Aux notables guadeloupéens honnêtes et de bonnes mœurs qui veulent sauver la démocratie et la liberté à la Guadeloupe, en défendant la présence française, je lance un pressant appel pour qu'ils participent enfin à la bataille politique. »

Dans notre bonne ville de marchands, de trafiqueurs de toutes espèces, tout pourrait évidemment arriver, mais on ne peut pas demander aux loups de montrer «patte blanche». En tout cas, les travailleurs eux n'ont pas à réclamer la moralisation d'un système qui les exploite, mais bien plutôt, doivent tirer parti de cette situation pour ouvrir les yeux de toute la population sur la nature réelle de cette société capitaliste, et en particulier celle de la classe possédante.

23/03/85

ATTENTAT DE GOSIER L'enquête avance

Dans la soirée du samedi 9 mars, un engin explosif blessait grièvement un gendarme à la Brigade de Gendarmerie du Gosier et y occasionnait de nombreux dégâts matériels...

Quelques heures plus tard, le dimanche matin, les gendarmes des brigades du Gosier et de Sainte-Anne interpellèrent deux jeunes gens, chez qui ils avaient notamment trouvé des armes et des tracts.

Le parquet de Pointe-à-Pitre avait requis un mandat de dépôt pour l'un d'entre eux, mais pas pour l'autre.

Les deux hommes avaient été remis en liberté. Maintenant, l'enquête a avancé, et l'on apprend de source sûre que le fil électrique, dont on avait cru pendant un temps qu'il aurait pu servir de détonateur, ne pouvait en réalité pas jouer ce rôle.

D'autre part, la caisse vide découverte au domicile de l'un des deux hommes aurait renfermé par la passé autre chose que des détonateurs.

DESHAIES : LA POPULATION SOUTIEN LES «PERQUISITIONNES»

Le 27 mars dernier, les gendarmes faisaient une descente chez six militants anti-colonialistes de la région de Deshaies. Cinq militants du PCG dont Emmanuel Maxime et Flémin Félix, ancien maire de la Commune, et un militant du GRS, Niçoise Robert, ont été perquisitionnés sous prétexte qu'ils auraient été mis en cause par des lettres anonymes, dans les incendies qui ont détruit les maisons de Coluche et Aubéry dans la nuit du 30 au 31 janvier 1985.

A la suite de ces nouvelles perquisitions, la population s'est mobilisée. Il apparaissait pour de nombreux jeunes, hommes et femmes de la région qu'il s'agissait de manœuvres d'intimidation

du pouvoir contre des militants anti-colonialistes.

C'est ainsi que plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées le 30 mars dans la salle polyvalente de Halte Plaisance à l'appel des «perquisitionnés» soutenus par la section communiste de Deshaies qui avaient appelé la population à un meeting.

Il serait bon que tous ceux qui sont perquisitionnés, arrêtés, inculpés, etc... réagissent ainsi.

Il est possible comme le montre cet exemple et celui du comité de vigilance des travailleurs hospitaliers de répondre tout de suite aux attaques de la police et justice coloniale.

POSITION DE LA JUSTICE COLONIALE (EXTRAITS)

Attendu qu'au cours de perquisitions effectuées le lendemain de l'attentat par explosif commis le 9 Mars 1985 contre la Gendarmerie de GOSIER chez des personnes soupçonnées d'y avoir participé, il a été découvert au domicile de BIGORD Fred d'une part, une carabine 22 L.R. chargeur engagé comportant huit cartouches, un revolver calibre 22, un tract subversif donnant des instructions pour la fabrication d'engins explosifs et sur les moyens à utiliser contre les Gendarmes et une caissette en bois vide semblant avoir contenu des allumeurs et des munitions d'autre part, des graines de Cannabis et le matériel nécessaire à sa consommation : que BIGORD a reconnu qu'il possédait les armes susvisées sans autorisation en précisant qu'il avait pris le revolver des mains d'un automobiliste avec lequel il s'était disputé quelques mois plus tôt et qu'il avait lui-même menacé d'un couteau, que le tract lui avait été remis machinalement par un collègue de travail, que la caissette lui avait également été donnée, vide, par un ami et qu'il possédait des graines de Cannabis pour sa consommation personnelle.

Attendu qu'en l'état de l'information qui ne fait que débiter et alors que l'origine de la drogue trouvée chez lui, n'a pas encore été déterminée, son placement en détention est indispensable pour l'empêcher d'exercer des pressions sur ses complices; que c'est donc à tort que le Juge d'Instruction a refusé de le placer sous Mandat de dépôt; qu'il convient en conséquence d'infirmer sa décision et de placer l'intéressé en détention.

LIVRES UTILES CONTRE LA REPRESSION

Devant la multiplication des perquisitions, arrestations, gardes à vue, etc... il faut que chacun sache à quoi s'en tenir.

Nous conseillons de lire et faire lire les livres suivants :

- Nouveau guide du militant (Denis Langlois).

- Le citoyen face à la police (Denis Langlois)

- Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression (Edition Maspero) V. Serge.

Martinique : Grève de SAPRO

SAPRO : BONIALY SE CASSE LES DENTS

S'il y a une chose qui fait horreur aux bourgeois de tout poil, c'est de voir les travailleurs s'organiser, se réunir, afin de défendre leurs intérêts.

Il n'y a qu'à voir la réaction du gérant de SAPRO pour en être sûr. Celui-ci a tout simplement refusé de respecter la loi qui l'oblige à négocier une fois par an avec les salariés. Pour quelle raison ? Parce que ceux-ci avaient décidé de créer une section syndicale, et avaient choisi un des responsables syndicaux pour les accompagner lors de leurs discussions.

La réaction ne s'est pas fait attendre : ceux de SAPRO se sont mis en grève, afin de faire respecter leur décision.

MARTINIQUE DE SURVILLIERS : A BON ENTENDEUR

A l'entreprise de Survilliers également, nous nous sommes retrouvés dans la même situation.

En effet, De Sigalony, le directeur refusait de recevoir notre délégation. Nous nous sommes mis en grève 48 H afin de lui faire comprendre que nous entendions nous aussi faire respecter notre volonté.

DE SURVILLIER : UN PATRON A RAMENER A LA RAISON.

Il y a 15 jours environ, M. Gaétan HERVE de SYGALONY qui recevait

SAPRO : UN EXEMPLE A SUIVRE

Il a suffi d'une dizaine de jours de grève pour faire céder le gérant de la SAPRO. Il est vrai que ceux de SAPRO, bien qu'étant très peu nombreux (moins d'une dizaine en tout) étaient particulièrement décidés et bien organisés. Les vendeurs de Saint-Pierre et de Fort-de-France s'étaient joints à leurs camarades de la Jambette, et tenaient avec eux un piquet de grève dynamique. Et devant l'attitude du directeur, leur mouvement bien suivi, prévu pour 48 H s'est transformé en grève illimitée.

Cela leur a permis de faire entendre raison à ce dernier et de faire respecter leurs décisions. Les négociations auront lieu avec les représentants qu'ils ont eux-mêmes choisis.

une délégation, a carrément imposé à celle-ci, la date de la prochaine négociation.

Bien entendu, nos représentants ripostèrent en déclarant, qu'une négociation se décide à deux et la date aussi.

Le sieur Gaétan H de S. réaffirma qu'il revenait à lui, et à lui seul de décider de la date, et sur ce s'en alla.

Voilà une attitude bien révélatrice d'un monsieur qui croit vivre encore le bon vieux temps.

Mais gageons qu'il ne perdra pas beaucoup de temps pour être convaincu du contraire.

Guadeloupe

DISCOURS PROGRAMME DU PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Le mardi 9 avril avait lieu la première assemblée du nouveau Conseil Général de la Guadeloupe. A cette occasion, Dominique Larifla, élu président de cette assemblée fit un discours de politique générale dans lequel il présenta les grandes lignes de son programme et les méthodes de travail qui le guideraient durant son mandat.

Il évoqua notamment son programme dans le domaine du développement économique : Pêche, agriculture, etc. . . Et là, il précisait qu'il serait nécessaire de faire un réel effort pour le développement de la canne à sucre et pour le maintien des 4 usines à sucre actuellement en fonctionnement.

Il ajoutait que tout ne pourrait se faire du jour au lendemain, qu'il faudrait un travail en profondeur et se garder du « saupoudrage » opéré par l'équipe de droite qui avait la majorité dans le précédent Conseil Général.

Pour mener à bien son entreprise, D. Larifla, qui se veut homme de dialogue, expliqua par ailleurs qu'il aurait besoin de tous ses collègues du Conseil Général, quelle que soit leur étiquette politique. Et sur ce point, plusieurs conseillers faisant partie de la précédente majorité de droite, tel Bernier conseiller-maire de Saint-François, ou Beaujean, conseiller maire de Moule, ont d'ores et déjà donné publiquement leur accord.

De bonnes idées, des conseillers généraux qui déclarent être prêts à œuvrer pour les faire aboutir, Dominique Larifla est peut être, à l'aube de son mandat, un président du conseil général heureux.

Les travailleurs, les petites gens, eux, ont pourtant intérêt à rester sur leurs gardes.

En effet pour réaliser un programme dans le domaine économique et so-

cial en particulier, il faut des sous.

Là se pose d'ailleurs le véritable problème.

A qui le président Larifla et les autres élus de gauche vont faire payer la réalisation du programme, le développement de la canne, le maintien des usines, etc ?

L'Etat déclare qu'il ne paie pas. Il gère et défend les intérêts des capitalistes. Il ne fait pas « du social ».

La gauche guadeloupéenne est-elle décidée à s'appuyer sur les pauvres, les travailleurs pour faire payer les riches, les capitalistes en vue de financer son programme de développement ? Ou pense-t-elle frapper les couches pauvres en continuant de hausser les taxes et autres impôts directs et indirects qui depuis tant d'années pressurent les petits revenus.

Là dessus, le discours de politique générale présenté par le président du conseil général n'était guère précis.

Mais quand ce dernier termine son discours en avertissant qu'il « nous faudra prendre notre bâton de pèlerin pour expliquer qu'il y aura des sacrifices nécessaires », les couches laborieuses ont bien des raisons de rester méfiantes.

Car jusqu'à présent, la gauche officielle, celle qui est au gouvernement en France, et dont Larifla se réclame, fait tout pour habituer les travailleurs à se serrer la ceinture pour « remettre en ordre » ou « moderniser l'économie nationale », tandis que les capitalistes, eux continuent de faire leurs profits, avec l'aide de l'Etat et à chercher des placements rentables pour leurs capitaux.

Alors, malgré les beaux discours, les travailleurs de Guadeloupe, n'ont pas intérêt à prendre ce genre d'habitudes là.

Martinique : Echos des Hopitaux

DE QUOI EN GRAISSER LES CAPITALISTES

La direction préfère payer grassement des entreprises privées qui sous-payent des ouvriers plutôt que d'embaucher.

Un exemple, pour monter une armoire électrique il a été demandé 2,5 millions de centimes. Qu'ils se gardent de nous faire leurs sempiternelles leçons d'économie. . .

LA MEYNARD ON CROIRAIT LA MER A BOIRE

Cela fait belle lurette que nous n'avons pas d'eau chaude à l'Office du niveau 6. En effet depuis plusieurs mois, il manque une pièce pour réparer l'appareil.

Alors la première arrivée utilise le réchaud, les autres doivent attendre où aller au 7ème.

Ce genre de tracasserie, Léocadie ou Zobda ou Albicy n'en ont cure.

Sauf que le jour où un malade se plaindra d'avoir son café tard, ils se

mettront au travail pour sanctionner l'un d'entre nous. Car c'est ça leur manière de travailler.

Martinique

Morne-Rouge :

«Petit» scélérat !

Il y a différentes façons pour un Maire, de servir les intérêts des bêtés en utilisant le pouvoir conféré par sa fonction. Pierre Petit, Maire du Morne-Rouge a choisi la provocation pure et simple.

En effet pour détruire au bulldozer une place et un auditorium d'une valeur de 26 millions de francs qui n'a même pas fini d'être payé, il a fait voter par le Conseil Municipal une somme de 35.000 F.

Sous prétexte que cette place avait été baptisée «Place du 22 Mai» en souvenir de la lutte de libération des esclaves en 1848 et édiflée par l'équipe communiste qu'il a remplacée en 1983.

Suite de l'éditorial

trats.

D'autres gens qu'eux ont déjà porté des coups à notre peuple. Dans l'histoire de notre peuple, dans l'histoire des travailleurs des Antilles, ni la répression judiciaire, ni les mesures d'exception, ni le mépris raciste des hauts fonctionnaires français, ni la répression brutale des gendarmes, CRS n'ont manqué, et chaque fois nous avons relevé la tête. Autrefois, on disait que le bilan officiel des tueries coloniales de 1967 était huit mort et quelques blessés, aujourd'hui un ministre avoue qu'il s'agissait de 80 mort. Les gens qui ont été blessés gravement, rendus infirmes, emprisonnés pendant de longs mois, des années, par la répression de 67, ont maintenu le souvenir de ces massacres, de cette répression brutale, odieuse.

Notre fierté, la fierté des pauvres, des travailleurs c'est que 4 ans après 67, alors que les mêmes forces qui avaient assassiné les travailleurs en 67 étaient encore présentes dans notre île, les travailleurs guadeloupéens étaient de nouveau debout, lançant la plus grande grève des travailleurs agricoles de la canne. Les mêmes ouvriers du bâtiment qui avaient été à l'origine des événements de 67, étaient aussi en lutte. Lycéens, étudiants, manifestaient leur solidarité avec les travailleurs. Le mouvement était beaucoup plus large qu'en 1967, mieux préparé, mieux dirigé, il aurait fallu alors réprimer, à Moule, à Ste-Rose, à Capesterre, partout en Guadeloupe. Le chef des colonialistes de l'époque a concentré le gros de ses forces sur la région de Ste-Rose à Baie-Mahault, où se trouvaient les travailleurs les plus combatifs et la direction de la grève. Mais ils durent intervenir aussi à Capesterre pour empêcher des réunions publiques, dans la région de Moule, etc. . .

Depuis lors, les luttes n'ont pas cessé en Guadeloupe. Manifestations, grèves, séquestration de patrons, se poursuivent.

Et aujourd'hui, une fraction de la jeunesse, une fraction de notre peuple, se pose effectivement le problème de savoir comment se débarrasser de la présence coloniale.

Et aujourd'hui, il n'y a pas un travailleur conscient qui ne se rende compte que les exploités et les oppresseurs colonialistes à leur service, veulent aggraver et l'ex-

ploitation et la répression contre toute la population. Et c'est par instinct d'auto-défense, et par une volonté farouche de ne pas se laisser écraser sans résister, qu'aujourd'hui dans toutes les communes, dans tous les quartiers, une conscience nouvelle se forme pour refuser de se soumettre au diktat de l'administration coloniale.

Alors, les menées de la justice coloniale aujourd'hui, ne peuvent que contribuer à la mobilisation à la formation, à l'éducation de tous ceux qui veulent mettre fin au pouvoir qui lui donne sa légitimité.

Et plus ils frappent, ces procureurs, et plus les excès de leur justice se font sentir, plus ils trempent la détermination de ceux qui la rejettent déjà et plus ils font grossir les rangs de ceux qui se jettent à la lutte. Ces gens là devraient voir, comprendre, que lorsqu'ils sont obligés de perquisitionner à Pointe-à-Pitre, à Raizet, à Grand Camp, à Deshaies, à Basse-Terre, à Goubeyre, à Capesterre, à Petit-Bourg, à Goyave, à Moule, etc. . . , quand partout ils rencontrent des gens de la population, des travailleurs, des jeunes chômeurs, et non pas une poignée « d'idéologues » ou « d'excités », comme on le leur a dit, il ne s'agit plus d'un problème de justice, de respect ou non respect de la loi. Il s'agit d'un problème politique.

Dès lors, ceux qui prétendent juger au nom du peuple français ne sont en fin de compte que les auxiliaires d'un pouvoir qui veut continuer à décider de l'avenir de ce peuple, un pouvoir qui sait qu'il devra mettre fin à sa domination, mais qui veut en choisir le moment, et les forces politiques auxquelles il remettra son pouvoir.

Qu'ils en soient conscients ou non, messieurs les juges et procureurs qui sévissent en ce moment, sont les éléments d'un jeu politique qui les dépasse. Mais il est plus certain qu'il en sont conscients, et qu'ils choisissent sciemment de réprimer les forces, les mouvements qui naissent dans la population, ce qui facilitera par la suite le choix de solutions politiques favorables aux riches, favorables aux possédants.

Il n'y a pas de miracle, la justice d'un Etat impérialiste ne peut être qu'une justice de classe, la justice des riches.

SOUDAN : REVOLTE POPULAIRE ET COUP D'ETAT MILITAIRE

Les intérêts des pauvres ne sont jamais mieux défendus que par eux-mêmes

Samedi 6 avril, le général Sewarrah a pris le pouvoir au Soudan par un coup d'état militaire, pour, affirme-t-il, une «période transitoire» à l'issue de laquelle le pouvoir devrait revenir aux civils. Mais la durée de cette période n'a pas pour l'instant été déterminée.

Le chef d'état renversé, le maréchal Nimeiri, se trouvait alors aux Etats Unis, où il cherchait un soutien et une assistance financière.

Durant les deux semaines qui ont précédé le coup d'état, la population soudanaise s'est soulevée, descendant dans les rues de la capitale, s'opposant aux forces de répression du gouvernement.

Depuis trois jours, une grève générale avait éclaté dans le pays.

Cette population supporte de plus en plus mal les effets de la crise qui aggrave considérablement ses conditions d'existence. Hausse des prix, famine, sécheresse sont le lot de millions de gens depuis des années.

C'est la flambée des prix, conséquence de la politique d'austérité, les contraintes imposées par le Fonds monétaire International qui a mis le feu aux poudres et conduit aux émeutes de la faim qui ont éclaté il y a quelques jours.

A cela s'est ajouté l'agitation politique des «frères musulmans» et la rébellion du Sud du pays contre le pouvoir de Khartoum.

Grève générale, émeutes de la faim, c'était la réponse de la population face à la crise économique qui dans ce pays pauvre engendre la famine pour des millions d'hommes. A l'annonce de nouvel-

les hausses des prix, la population s'est révoltée.

Les syndicats et les associations professionnelles appelaient à la désobéissance civile.

L'armée, en prenant le pouvoir, a déclaré se «ranger du côté du peuple», et a affirmé que le coup d'état avait suscité des «manifestations de joie».

Depuis l'indépendance du Soudan en 1956, quatre régimes différents, civils et militaires, se sont succédés au pouvoir. Le coup d'état militaire survenu en 1969 avait permis à Nimeiri, un militaire de prendre le pouvoir. Ce pouvoir militaire était alors assisté d'un conseil des ministres constitué de civils. Le chef de l'état déclarait alors vouloir instaurer un «socialisme soudanais», et des ministres communistes participaient au pouvoir. Le parti communiste était alors bien organisé, fort, il participait au pouvoir depuis 1964.

Mais les communistes sont peu à peu évincés du gouvernement, et en 1971, après avoir été accusés de participation à une tentative de coup d'état, il seront très durement réprimés par le régime de Nimeiri. Les dirigeants communistes sont pendus. Les militants de ce parti sont décimés.

Bien qu'il se soit affirmé «socialiste», le régime de Nimeiri s'est mis résolument au service de l'impérialisme. Après quelques tentatives du côté de l'Union Soviétique, c'est dans ce camp qu'il s'est définitivement rangé, lui rendant de multiples services.

Mais l'aide américaine ne venait plus, et c'est alors qu'il quémait de nouveaux soutiens pour la bourgeoisie au pouvoir, alors que la popu-

lation meurt de faim, que Nimeiri a été renversé.

Les USA n'ont pas réagi : ce chef d'état était décidément un serviteur trop discrédité auprès de la population. Ses anciens maîtres ont donc laissé faire. Et le nouveau régime militaire, qui s'est selon lui «rangé aux côtés du peuple», ne paraît pas les inquiéter beaucoup, pas au point de soutenir le dictateur déchu.

Depuis plusieurs semaines d'ailleurs, les responsables américains, ainsi que ceux des pays frontaliers l'Egypte et l'Arabie Saoudite, ont eu de multiples contacts avec l'opposition soudanaise à l'étranger.

Les nouveaux dirigeants militaires ont profité de la révolte de la population pour renverser le pouvoir du dictateur. Mais cela ne veut pas évidemment dire qu'ils serviront les intérêts de cette même population.

Ce n'est pas avec la succession au pouvoir de régimes civils ou militaires que les travailleurs, les soudanais pauvres verront leurs intérêts défendus. C'est en prenant eux-mêmes en main la direction de l'Etat. Et cela ils le peuvent, en s'organisant et en luttant pour leur propre compte en tant que travailleurs. A l'avenir, ils pourraient avoir certainement la possibilité de gagner à leur cause une bonne partie de l'armée soudanaise, les hommes de troupe qui croient d'ailleurs peut être qu'en suivant leurs chefs, leurs généraux et officiers, et en les portant au pouvoir, ils se sont vraiment rangés «du côté du peuple». Car si les travailleurs organisés visent à diriger eux-mêmes le pays, s'ils s'organisent pour cela, ils pourraient dissiper cette erreur et bénéficier du soutien d'une partie de l'armée pour établir leur propre pouvoir.

APRES LA CONFERENCE ORGANISEE PAR L'UPLG

Suite de la page 1

n'est pas certain que les travailleurs qui adhèrent dans des syndicats contrôlés par l'UPLG se sentiront à tout moment et en toutes circonstances en harmonie avec un certain nombre de patrons, cadres dirigeants des entreprises. Car aujourd'hui même, des travailleurs se posent la question de savoir en quoi leurs intérêts dans une Guadeloupe indépendante, pourraient être les mêmes que ceux d'un grand patron du bâtiment comme Bibrac, récemment converti à l'anti colonialisme, après avoir eu une certaine notoriété comme patron de combat. Le grand problème de l'UPLG, c'est qu'il tente de regrouper dans une seule et même organisation exploités et exploités, petits bourgeois et ouvriers, en essayant de concilier les intérêts des uns et des autres, au nom de l'efficacité de la lutte anti-colonialiste. Le gros de l'argumentation de la direction de l'UPLG c'est de dire, «régions d'abord le problème de l'indépendance, ensuite on verra». Mais cet «on verra» n'a aucun contenu social et politique, sinon qu'on ne verra rien de plus que le pouvoir des possédants Guadeloupéens à la place des colonialistes français. Aucune organisation anti-colonialiste qui se prétend populaire, ne peut esquiver ce problème.

La principale cause de méfiance qui existe parmi les travailleurs envers les indépendantistes, c'est que ceux-ci ne disent pas clairement sur quoi va déboucher la lutte pour l'indépendance, sur quel changement politique et économique.

En réalité la seule indépendance qui permettra aux travailleurs et à toute la population pauvre de ne pas voir leur sort s'aggraver dans une Guadeloupe indépendante, dans l'avenir, sera celle qui aboutira à un Etat contrôlé par les tra-

vailleurs par les pauvres. Cela veut dire qu'aujourd'hui, les travailleurs doivent se méfier, et rejeter la fusion dans un même mouvement avec les possédants Guadeloupéens, quels qu'ils soient. La direction de l'UPLG a coutume de dire que celle-ci est un «mouvement», ce n'est pas un parti. Cela prouve encore plus que les travailleurs seront trompés à l'arrivée, car ils vont rouler pour les notables de la petite bourgeoisie, et une petite poignée de possédants qui en fait sont les réels dirigeants de ce mouvement, alors que les travailleurs eux n'ont pas leur propre organisation politique. Certains membres de l'UPLG affirment par exemple que la priorité sera donnée à l'autosuffisance alimentaire. Et non aux cultures d'exportation.

Mais d'autres qui sont dans les sommets de l'UPLG ou qui font partie des capitalistes qui souhaitent le succès de l'UPLG, eux pensent qu'il faudra faire de la canne à outrance pour avoir des devises. Faire des cultures d'exportation pour avoir des devises, cela signifie planter de la canne ou de la banane, grâce au travail de dizaines de milliers d'ouvriers, qui seront payés des salaires infiniment plus bas que maintenant, comme on en paye à tous les ouvriers agricoles de la Caraïbe et de l'Amérique Centrale dans les grandes plantations.

Etant donné que l'UPLG est un mélange de classes, qu'est-ce qui garantit aux travailleurs que ce n'est pas cette orientation là, celle des possédants, qui va triompher ? Car nous savons que dans une lutte politique, le seul moyen de triompher pour des travailleurs, c'est d'avoir leur propre parti, indépendant de toute autre classe sociale, avec leurs propres objectifs. Ce n'est pas cela que

dit la direction de l'UPLG, bien au contraire.

Mais il se trouve que beaucoup de militants, de sympathisants de l'UPLG, qui sont des travailleurs, des pauvres, sont persuadés que l'UPLG veut conduire les travailleurs au pouvoir parce que certains dirigeants tiennent un langage qui le laisse entendre. Mais là encore, il faut être clair, on ne peut pas à la fois conduire les travailleurs au pouvoir et les enchaîner dans une alliance au sein de la même organisation avec des bourgeois et des notables. Bibrac aura beau passer la main dans le dos des travailleurs, il n'en restera pas moins un capitaliste. Et lui et tous les notables, dont un certain nombre trônent à l'UPLG, en réalité n'ont que du mépris pour les travailleurs, et ne considèrent pas du tout que ceux-ci auront le droit de discuter de quoi que ce soit. Car aujourd'hui même, les cadres de l'UPLG sont formés et éduqués dans l'esprit d'être des dirigeants incontrôlés, aussi bien dans les syndicats que dans des associations de quartier. Ce qui veut dire qu'ils ne considèrent pas que les travailleurs ont le droit de décider de leurs actions, du programme à mettre en œuvre.

Alors, les militants et sympathisants qui ont des illusions là-dessus, peuvent encore aujourd'hui soulever ces problèmes, y réfléchir, en discuter avec les militants d'autres organisations et entre eux mêmes. Il n'est pas non plus certain que toute la direction de l'UPLG soit réellement favorable à servir de tremplin pour amener au pouvoir une classe de possédants guadeloupéens tout en réclamant des sacrifices aux travailleurs. Mais c'est aujourd'hui qu'il faut discuter cela, ouvertement, publiquement et réellement.

Guadeloupe GALA DE COMBAT OUVRIER

Samedi 4 mai

- à partir de 19h.

Salle de la Red-Star

La Jaille

Baie-Mahault

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal
Combat Ouvrier pour une période
de mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-
Pitre Cedex.

CORRESPONDANTS ! ATTENTION

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libellez ainsi les plis que vous nous destinez :

COMBAT OUVRIER
S/C/ Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
971 56 Pointe-à-Pitre Cedex

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728